



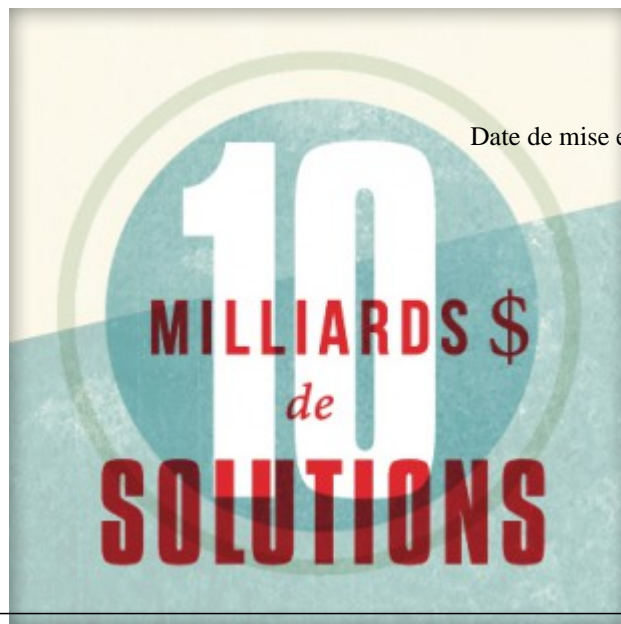
Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Les-feministes-se-melent-de-la-fiscalite>

Les femmes : premières touchées par la pauvreté

Les féministes se mêlent de la fiscalité !

- Société - Mouvement des femmes -



Date de mise en ligne : mardi 22 avril 2014

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

Au fil des trente dernières années, nous avons assisté à l'augmentation des inégalités, à l'appauvrissement de la population, à la privatisation et à la tarification des services publics, à la diminution des protections sociales et à la dérèglementation du marché du travail. Malgré leur entrée massive sur le marché du travail, les femmes occupent près des deux tiers des emplois rétribués au salaire minimum. La moitié des femmes touchant un revenu vit avec moins de 20 000\$ par année ! Les écarts se creusent entre les femmes elles-mêmes avec une pauvreté accrue chez les femmes immigrantes et racisées, les femmes autochtones, les femmes en situation de handicap, et les femmes âgées.

Parallèlement, les femmes sont de plus en plus contraintes de se substituer gratuitement aux services délaissés par l'État, avec des impacts sur leur autonomie économique et sur leur bien-être en général. À titre d'exemple, 80% des proches aidantes sont des femmes. Elles assument la vaste majorité du travail gratuit essentiel au maintien et à la reproduction de la vie et de la société.

Qu'il s'agisse de politiques en matière d'infrastructures, de retraites, de programmes sociaux, de services de santé, ou encore de frais de scolarité, aucune analyse n'est faite par les gouvernements sur les impacts des politiques sociales, économiques et budgétaires sur les femmes et leur droit à l'égalité dans tous les domaines. Bien au contraire, l'absence d'une analyse dite « genrée » et féministe des politiques macroéconomiques de l'État, tend à invisibiliser les impacts directs et indirects de ces politiques et à accroître les inégalités entre les femmes et les hommes et entre les femmes elles-mêmes.

Approche féministe de la fiscalité

La FFQ participe depuis plusieurs années aux travaux de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Coalition Main rouge) qui a lancé le 20 mars dernier sa campagne 10 milliards de \$ de solutions, nous avons les moyens de faire autrement ! Cette campagne met de l'avant plusieurs moyens pour financer les services publics et améliorer le bien-être de la population par une fiscalité juste et équitable.

Si la FFQ considère qu'il est important de développer une analyse féministe des enjeux reliés à la fiscalité, c'est parce que le système fiscal actuel touche d'abord et avant tout les populations les plus pauvres économiquement parmi lesquelles les femmes sont majoritaires. La fiscalité a donc des impacts directs sur la situation socio-économique des femmes, et contribue actuellement à marginaliser d'autant plus celles qui se trouvent déjà en situation de précarité. Au-delà des impacts sur les femmes, une analyse féministe permet de développer une vision alternative de la fiscalité et de voir comment la politique fiscale orientée différemment pourrait devenir un levier pour financer adéquatement les services publics et réduire les inégalités de richesse plutôt que de les creuser. C'est dans cette vision que la FFQ en alliance avec l'ensemble des groupes de la Coalition (d'autres groupes de femmes tels que l'IR des centres de femmes et la Fédération des familles monoparentales et recomposées du Québec mais aussi des groupes oeuvrant en consultation budgétaire et en consommation, de défense des droits et libertés, des organisations syndicales, associations étudiantes, des groupes de lutte à la pauvreté, etc.) mettent de l'avant des mesures concrètes favorisant une plus grande redistribution de la richesse afin d'assurer des services publics accessibles et de qualité et le financement adéquat des programmes sociaux.

Ainsi, la Coalition Main rouge met de l'avant différentes alternatives fiscales qui permettraient de financer adéquatement les services publics.

Les féministes se mêlent de la fiscalité !

La Coalition propose par exemple de restaurer la taxe sur le capital des banques, sachant que plus de la moitié d'entre elles réussissent à ne payer aucun impôt chaque année. Le rétablissement de cette taxe permettrait de récolter plus de 600 millions de dollars et d'aller chercher une plus juste contribution fiscale de ces institutions. La Coalition met également de l'avant le fait que les baisses d'impôt des entreprises ont démontré leur inutilité pour stimuler l'investissement et la productivité. Dans cette perspective, il serait opportun que l'impôt des entreprises soit augmenté, sauf pour les PME.

Certaines de ces mesures toucheraient les femmes en premier lieu : le contrôle du coût des médicaments, par exemple, en instaurant un régime entièrement public d'assurance médicaments, serait une autre façon pour le gouvernement d'aller récupérer un milliard de dollars et bénéficierait aux femmes en premier lieu dans la mesure où elles sont plus nombreuses à en consommer.

Si le gouvernement rétablissait les paliers d'imposition pour les particuliers qu'il a abolis au cours des 25 dernières années, il irait chercher un milliard de dollars de revenus supplémentaires, tout en allégeant la facture fiscale de 87% des contribuables, dont des femmes qui sont majoritaires parmi les populations plus pauvres.

Les politiques fiscales telles qu'elles sont mises en place actuellement exacerbent l'insécurité économique des femmes et plus largement des populations en situation de précarité économique. Une analyse féministe des politiques économiques et sociales permettrait d'inscrire la politique fiscale dans la lutte contre les inégalités, le bien-être des communautés, le respect de l'environnement et des ressources naturelles. Pour lutter contre la pauvreté des femmes et en particulier de celles vivant de multiples discriminations, la fiscalité peut jouer un rôle majeur. L'instauration d'un régime fiscal plus progressif et le financement des services publics comme les services de garde, le logement, les transports en commun, la santé et les services sociaux bénéficierait en premier lieu aux femmes.

Pour plus d'informations sur la campagne « 10 milliards de \$ de solutions, nous avons les moyens de faire autrement ! », voir site de la Coalition main rouge :

<http://www.nonauxhausses.org/2014/04/03/10-milliards-de-solutions-nous-avons-les-moyens-de-faire-autrement/>